HAL open science

Les alaouites dans l'histoire du Proche-Orient moderne : une intégration inachevée

Bruno Paoli

▶ To cite this version:

Bruno Paoli. Les alaouites dans l'histoire du Proche-Orient moderne : une intégration inachevée. Confluences Méditerranée , 2018, 105 (2), pp.65. 10.3917/come.105.0065 . halshs-02092100

HAL Id: halshs-02092100
https://shs.hal.science/halshs-02092100v1

Submitted on 7 Mar 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

ATTENTION : IL S'AGIT D'UNE VERSION PROVISOIRE DE L'ARTICLE !
POUR LA VERSION DEFINITIVE, CONSULTER LE SITE DE L'EDITEUR :

https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2018-2-page-65?lang=fr

DOI : https://doi.org/10.3917/come.105.0065

Les alaouites dans l'histoire du Proche-Orient moderne : une intégration inachevée

Bruno Paoli (Université Lumière Lyon-2, ICAR/UMR 5191)

Depuis leur regroupement progressif, entre la fin du Xe siècle et le milieu du XIIIe, dans les massifs montagneux qui bordent la côte orientale du bassin méditerranéen (PAOLI 2012a), les alaouites, autrefois connus sous le nom de noussaïris, constituent une minorité compacte, aujourd'hui forte de près de deux millions et demi d'individus ; une minorité chiite, aussi, héritière du chiisme originel des *ghulât*, ces courants ésotériques que l'établissement du chiisme duodécimain, aux XIe et XIIe siècles, contribua à marginaliser (PAOLI 2012b) ; une minorité méprisée, enfin, et dont l'islamité contestée a été la source de persécutions récurrentes dont elle a réussi tant bien que mal à se préserver des siècles durant en s'installant dans cette « montagne-refuge » qui porte aujourd'hui son nom (*jibal al-ʿalawiyyin*) et en pratiquant la dissimulation (*taqiyya*) qui enjoint aux initiés de ne révéler ni leur appartenance à la communauté, ni le contenu de la doctrine. Cette discipline de l'arcane est pour beaucoup dans la méconnaissance qui prévaut aujourd'hui encore à leur sujet, laissant la porte ouverte à tous les ragots et à toutes les médisances. En ce qui concerne les alaouites, les légendes colportées à leur sujet ont longtemps justifié ou légitimé le mépris et les persécutions dont ils furent les victimes (PAOLI 2005).

C'est ainsi à l'instigation d'Ibn Taymiyya, auteur d'une célèbre fatwa appelant au djihad contre les noussaïris (traduite par GUYARD 1871), que les sultans mamelouks menèrent à la fin du XIIIe siècle et au début du XIVe des expéditions meurtrières dans les montagnes côtières syro-libanaises, dans le Kesrouan notamment, en 1291, 1300 et 1305, massacrant tout ce qu'ils pouvaient y trouver d'hérétiques, noussaïris mais aussi chiites, druzes ou chrétiens. Ibn Battouta, dans son récit de voyage (traduit par CHARLES-DOMINIQUE 1995, p. 439-440), raconte aussi comment les paysans noussaïris, qui s'étaient, en 1316, révoltés contre les habitants (sunnites) de la ville de Jablé, sous la houlette d'un homme prétendant

être le mahdi, furent ensuite massacrés par milliers, avant que le reste de la communauté ne soit épargné, de crainte d'une pénurie de main d'œuvre pour cultiver les terres des grands propriétaires citadins (voir notamment SATO 1997). Jusqu'à l'aube du XXe siècle, les puissances qui dominèrent la région, Mamelouks et Ottomans en particulier, n'eurent de cesse de pacifier et/ou d'islamiser les montagnes alaouites, sans grand succès, mais en causant invariablement des dégâts considérables lorsqu'ils s'y aventuraient pour collecter les impôts ou pour mener des expéditions punitives. Si ces expéditions étaient le plus souvent motivées par des raisons qui n'étaient pas tant religieuses (faire le djihad contre les hérétiques) que politiques (contrôler et administrer le territoire) et économiques (lever les impôts), il n'en reste pas moins que la violence exercée en ces occasions était, d'une certaine manière, légitimée par un discours religieux fondamentalement hostile.

C'est aux XVIIe et XVIIIe siècles que quelques notables alaouites, au gré d'une conjoncture politique et économique favorable, commencèrent à jouer un rôle dans la vie de la région. Sur le plan économique, celle-ci profitait de l'essor du commerce du tabac et la ville de Lattaquié connaissait un développement lui permettant de faire concurrence à Tripoli. Le tabac cultivé dans la région était très prisé et exporté vers l'Egypte, l'Anatolie et l'Europe, comme en témoigne la place de choix qu'il occupe dans la littérature française du XIXe siècle, célébré qu'il fut par Alexandre Dumas, Prosper Mérimée, Théophile Gautier, Honoré de Balzac ou encore par le moins connu Baptistin Poujoulat (1835), pour qui le tabac de Lattaquié, « si doux, si parfumé », est « le meilleur et le plus célèbre d'Orient » : « Pour un véritable Oriental, disait-il, le bonheur est une plante qui fleurit dans les montagnes de Lattaquié, et c'est la peuplade ansarienne [alaouite], peuplade sauvage et sombre, haïe et méprisée des musulmans, qui envoie chaque année aux bords du Bosphore et aux rivages du Nil les plus aimées des feuilles de toutoun, source de consolation et de volupté ». Sur le plan politique, la décentralisation de l'administration ottomane favorisa l'émergence d'intermédiaires locaux chargés de gérer des zones agricoles plus ou moins étendues et de collecter les impôts. C'est à cette époque qu'apparaissent dans les registres ottomans les noms de notables alaouites exerçant leur autorité sur des dizaines de villages, comme les Chamsine, les Raslan et les Barakat autour de Safita, les Bayt al-Chilf dans la région de Jablé et les Khayr Bey dans les montagnes dominant Lattaquié (WINTER 2016, p. 124-136). Mais il n'en reste pas moins que, dans leur grande majorité, les alaouites restaient des paysans soumis à un régime quasi-féodal, que leurs maîtres soient sunnites, dans les plaines côtières et intérieures, ou alaouites, chrétiens, voire ismaéliens, dans les montagnes, d'autant que ces derniers usaient souvent d'une violence comparable à celle des Turcs pour affirmer leur autorité et collecter les impôts. Les registres damascènes font par exemple état d'une plainte déposée en 1782 par des habitants du village de Junaynat Raslan contre deux membres de la famille Chamsine qui avaient attaqué et pillé leur village, brûlant les maisons, coupant les arbres, violant les femmes et tuant les hommes.

Au XIXe siècle, l'affaiblissement de l'Empire ottoman, l'influence grandissante de la France et, dans une moindre mesure, de la Grande-Bretagne et de la Russie, et, enfin, l'occupation égyptienne (1831-1841) contribuèrent à plonger la région dans l'anarchie. Les relations entre les alaouites et le pouvoir central étaient fluctuantes. Lorsqu'un chef de clan ne s'acquittait pas des taxes dues, devenait trop puissant, se livrait au brigandage ou avait des velléités d'indépendance, les

troupes ottomanes ne lésinaient pas sur les moyens pour rétablir l'ordre : villages brûlés, arbres coupés, récoltes et provisions confisquées, populations déportées et meneurs arrêtés, jugés à la hâte et exécutés. Berber Mustafa, gouverneur de la ville de Tripoli de 1801 à 1833, s'illustra par ses nombreuses campagnes militaires contre les alaouites, dont il collectionnait les têtes qui étaient envoyées à Damas ou Istanbul pour y être exposées en place publique. Charles-Edouard Guys, vice-consul de France à Lattaquié et témoin direct de la situation, condamne clairement, dans sa correspondance avec Paris, la violence et la barbarie des Turcs à l'encontre des alaouites qui, dit-il, a eu pour principal effet de pousser toute la montagne à se révolter. Pour preuve de cette barbarie, il rapporte comment, en novembre 1825, Ali Pacha al-Asʿad, gouverneur de Lattaquié, fit empaler l'un des jeunes fils de Saïd al-Atrach, *muqaddam* (chef) du district de Hammam, à Jablé, qui avait tardé à verser l'impôt (WINTER 2016, p. 176). Il était de règle à l'époque que le signataire d'un contrat d'*iltizam* en vertu duquel il était responsable de la levée des impôts dans les villages sous son contrôle envoie un ou deux de ses fils en otages à Tripoli ou Lattaquié, comme gage de ses bons et loyaux services. L'année suivante, c'est le *muqaddam* de Bahlouliyya et douze de ses proches qu'Ali Pacha fit empaler et dont il envoya les têtes à Istanbul, après avoir mis fin à un sanglant conflit entre les Bayt al-Chilf, alaouites, et les sunnites du district de Sahyoun ((WINTER 2016, p. 177).

L'occupation égyptienne, qui dura de 1831 à 1841, ne mit pas fin aux violences. L'augmentation des taxes, le désarmement des populations et la conscription massive suscitèrent, dès 1834, une révolte que le général égyptien Sélim Bey ne put mater qu'après un an de combats et avec l'aide du puissant émir druze Khalil al-Chihabi. Cette période fut aussi marquée par d'importantes migrations vers le Nord, Antioche, Alexandrette et la Cilicie, tant du fait de la pression démographique dans les montagnes que du développement économique de la région. Mais, dans le même temps, les bandes armées alaouites, parfois fortes de plusieurs milliers d'hommes, s'étaient renforcées grâce à l'aide et aux armes qui leur étaient fournies par les Turcs et leurs alliés européens, désireux de chasser Ibrahim Pacha de Syrie, de sorte que le retour à l'ordre ancien n'apporta ni la paix, ni la prospérité. Le révérend Samuel Lyde, qui avait ouvert une école presbytérienne dans le village de Bahlouliyya, constate que « les Ottomans ne contrôlent la Syrie qu'en montant les tribus les unes contre les autres, usant de l'une pour affaiblir et soumettre l'autre, favorisant ainsi des querelles désolantes entre voisins, que les forces du gouvernement sont absolument incapables de contrôler, si tant est qu'elles le désirent » (LYDE 1860, p. 208-209).

La geste d'Ismaʿil Khayr Bey, chef des Matawira, en fournit la meilleure des illustrations. Celui-ci, dans les années 1850, profita de ce que l'Empire ottoman était entièrement mobilisé par la guerre de Crimée pour prendre le contrôle d'une grande partie de la région (TALHAMY 2008). Son autorité était telle que les Ottomans, qui n'étaient pas en mesure de l'affronter, préférèrent s'en faire un allié et lui attribuèrent le titre de "gouverneur de la montagne" (*mouchir al-jabal*). Mais cela ne fit que l'encourager à consolider son emprise sur la région et à multiplier les abus de pouvoir en maltraitant les populations sous son contrôle. N'ayant plus de celles-ci qu'un soutien limité, abandonné aussi par une partie de ses hommes, il quitta Draykich pour se réfugier chez son oncle maternel Ali al-Shila, à ʿAyn al-Kouroum, lequel le donna aux Turcs, non sans avoir obtenu la prérogative de le tuer et de le décapiter lui-même.

L'histoire d'Ismaʿil Khayr Bey montre clairement la difficulté qu'il y a, hier comme aujourd'hui, à parler de la communauté alaouite comme d'un ensemble clairement délimité et identifiable comme tel. Car celle-ci est, comme toute communauté, traversée par des clivages plus ou moins visibles et durables, par des hiérarchies mouvantes et par toutes sortes de rapports d'influence, de clientèle ou de rivalité. Elle est traditionnellement organisée en quatre groupes (Matawira, Kalbiyyé, Haddadin et Khayyatin) se subdivisant eux-même en un grand nombre de clans et de familles. Tous disent être issus de clans de la grande tribu arabe des Ghassanides. Les Khayyatin seraient les descendants de familles venues du Golan qui se seraient installées dans la région au début du XIe siècle avec, à leur tête, le cheikh Issa al-Adib al-Banyasi, puis le cheikh Ali al-Khayyat, à qui ils doivent leur nom, tandis que les Haddadin, les Kalbiyyé et les Matawira disent descendre des familles « sindjarites » venues s'établir dans la région avec l'émir al-Makzoun al-Sindjari durant le premier tiers du XIIIe siècle (PAOLI 2013). Cela ne signifie pas pour autant que tous les clans rattachés à ces quatre groupes ont un lien de parenté avec eux. Ainsi, si les Haddadin doivent leur nom à Muhammad al-Haddad b. Mikaʾil (ou Mamdoud, son frère) b. Youssouf, vraisemblablement l'arrière-petit-neveu d'al-Makzoun, les Mahaliba ou les Mahariza, par exemple, qui leur sont rattachés, étaient selon toute vraisemblance déjà établis dans la montagne au moment de la venue d'al-Makzoun. Autrement dit, l'organisation en quatre groupes traduit plus des rapports de pouvoir et d'allégeance que de parenté. Et la société alaouite, comme le montrent les exemples des familles Chamsine, Raslan, Barakat, Bayt al-Chilf, Khayr Bey et autres, était fortement hiérarchisée et tiraillée par d'incessantes luttes d'influences.

Pour en revenir à Ismaʿil Khayr Bey, il appartenait au groupe Matawira, tandis que son oncle, Ali al-Shila était membre de la tribu des Rachawina, rattachée au groupe Kalbiyyé, dont on peut penser que les membres acceptaient difficilement la domination d'Ismaʿil. La rivalité entre ces groupes est déjà attestée un siècle plus tôt : on sait en effet que les Banou Ali et les Mahaliba, du groupe Haddadin, s'étaient alliés pour contrer la volonté d'hégémonie des Kalbiyyé qui bénéficiaient de l'appui du gouverneur ottoman, et qu'ils avaient, à cet effet, recherché le soutien de Othman Khayr Bey, chef des Matawira et probable ancêtre d'Ismaʿil. Quant à la triste fin d'Ismaʿil, elle profita notamment aux Chamsine, qui retrouvèrent leurs privilèges à Safita et dans ses environs.

La politique menée par les Ottomans à l'égard des alaouites fut toutefois ambivalente, alternant habilement la carotte et le bâton. Ainsi, tout en continuant de réprimer violemment toute forme d'insubordination, ils œuvrèrent aussi à l'intégration des alaouites dans les instances administratives et judiciaires locales. Par ailleurs, pour contrecarrer l'influence grandissante des missions étrangères qui, en fondant des écoles dans le pays alaouite, entretenaient l'espoir de convertir les populations, l'Empire ottoman accorda au développement du secteur éducatif une attention toute particulière, instaurant en 1869 l'école primaire universelle et ordonnant en 1873 la fermeture de toutes les écoles protestantes, dont vingt-cinq gérées par la Mission Presbytérienne Réformée Américaine à l'est et au sud-est de Lattaquié (WINTER 2016, p. 204).

L'important programme de réformes connu sous le nom de Tanzimat plaça les alaouites, au même titre que les autres minorités, dans une situation nouvelle par rapport au reste de la société, notamment suite à l'adoption, en 1856, du rescrit

intitulé Hatt-i Hümayun qui étendait la citoyenneté, avec ses droits et ses devoirs, à tous les sujets de l'Empire. Mais cette égalité de droit peina à s'inscrire dans les faits, la politique d'intégration des alaouites suivie par l'administration ottomane rencontrant la résistance de la majorité sunnite et des grands propriétaires terriens. En 1852, les autorités ottomanes suscitèrent ainsi la consternation et les protestations des élites urbaines de Lattaquié lorsqu'ils imposèrent la nomination d'un alaouite au conseil municipal (DOUWES 1993, p. 163). Celles-ci s'opposèrent aussi vigoureusement, en 1876, à l'élection de représentants alaouites dans les instances administratives et judiciaires. Finalement, un seul alaouite fut élu, contre huit musulmans et chrétiens, ce dont se plaignit une délégation alaouite réclamant une représentation proportionnelle à leur importance démographique (WINTER 2016, p. 210).

Sous le règne d'Abdülhamid II (1876-1909), la construction d'écoles et de mosquées dans la Syrie côtière reçut une nouvelle impulsion, la politique éducative poursuivie se doublant dans le même temps d'objectifs religieux, dans la volonté affichée de ramener les alaouites et autres égarés dans le giron de l'islam sunnite de rite hanéfite. En 1890, un rapport du Ministère de l'intérieur faisait état de la conversion de pas moins de 50 000 alaouites dans la région de Lattaquié et de 40 000 autour de Marqab ; et trois ans plus tard, considérant que tous les habitants du sandjak de Lattaquié avaient adopté le maḏhab hanéfite, il ordonna l'impression de 60 000 nouvelles cartes d'identité faisant état de ce changement de confession (WINTER 2016, p. 222). Il ne fait guère de doute que ces conversions étaient dans leur immense majorité motivées par des considérations socio-économiques et que la plupart des convertis, adeptes de la *taqiyya*, n'avaient pas pour autant l'intention d'arrêter de pratiquer secrètement leur religion comme ils l'avaient toujours fait. Bien qu'il y ait probablement eu aussi un nombre non négligeable de conversions sincères, la population sunnite ne fit pas bon accueil à ces nouveaux convertis venant prier dans ses mosquées, comme l'illustre un courrier envoyé par les oulémas d'Antioche au gouverneur d'Alep pour les accuser de duplicité et de dissimulation et faire part de l'inquiétude des propriétaires terriens craignant que leur conversion n'ait pour but ultime de s'emparer de leurs terres (WINTER 2016, p. 225). Cet exemple montre bien que si cette opposition avait aussi des raisons socio-économiques, elle n'en restait pas moins justifiée par des considérations religieuses, notamment sur la base de fatwas, comme celle qu'émit le cheikh al-Moghrabi, religieux tunisien originaire de Sousse qui s'était établi à Lattaquié dans les années 1820, et dans laquelle il reprenait à son compte les recommandations d'Ibn Taymiyya, qui considérait licite, voire recommandé, de tuer ces hérétiques plus impies encore que les chrétiens et les juifs et de s'approprier leurs biens (WINTER 2016, p. 180).

Les efforts de l'administration ottomane dans le domaine éducatif favorisèrent néanmoins l'émergence, durant les premières décennies du XXe siècle, de personnalités alaouites de premier plan qui, à l'époque du Mandat français sur la Syrie (1920-1946), s'illustrèrent à divers titres. Sur le plan religieux, les cheikhs alaouites étaient soumis aux mêmes problématiques que leurs homologues sunnites et chiites et participèrent donc activement au mouvement réformiste de l'époque tout en jouant un rôle majeur dans l'émancipation de la communauté. Des personnalités religieuses comme Hussayn Mayhoub Harfouch (1892-1959), Ali Abbas Salman (m. 1968) et Sulayman al-Ahmad (1869-1942) s'illustrèrent par la création de nombreuses écoles et la promotion d'une éducation moderne et

certains firent carrière dans l'administration ottomane ou mandataire, comme Ali Hamdan al-Zawi (m. 1945) qui, après avoir été directeur de la branche locale du Crédit agricole ottoman et maire de Safita, occupa sous le Mandat les fonctions de juge de paix avant d'être nommé en 1932 à la Cour d'appel de Lattaquié. Quant à Sulayman al-Ahmad, il dirigea, dès 1922, le premier tribunal confessionnel alaouite, avec le titre de « grand juge des musulmans alaouites ». Il joua aussi un rôle essentiel dans le rapprochement entre alaouites et chiites duodécimains et contribua à l'adoption par les alaouites de la jurisprudence chiite, dite jaʿfarite (MERVIN 2006). Enfin, il œuvra à l'unification du clergé alaouite qui permit la publication, en 1936, d'une déclaration commune affirmant l'islamité et l'arabité de la communauté, à la suite de laquelle le grand mufti de Jérusalem, Muḥammad Ḥajj Amin al-Husseini (1895-1974), promulgua une fatwa certifiant que ceux-ci appartiennent bien à l'oumma, autrement dit qu'ils sont musulmans. Dans le contexte de l'époque, de montée du nationalisme arabe et de lutte pour l'indépendance, le caractère politique de cette fatwa est indéniable, l'heure étant alors au rassemblement de toutes les forces vives contre les autorités mandataires.

Et en matière de résistance à l'occupation, les alaouites ne furent pas en reste. Le début du Mandat français fut marqué par le soulèvement du cheikh Saleh al-Ali (1884-1950), originaire de Cheikh Badr où il réunit le 15 décembre 1918 nombre de notables alaouites pour organiser la lutte contre l'armée française qui prenait pied dans la région. La révolte menée par Saleh al-Ali, soutenue localement par des personnalités alaouites comme Sulayman al-Ahmad et Ali Abbas Salman et qui bénéficiait du soutien du roi Faysal, du Turc Mustafa Kemal et de Ibrahim Hanano à Alep, tous également en guerre contre les Français, dura trois ans et fut finalement matée à la fin de l'année 1921, après que la défaite des troupes chérifiennes à Mayssaloun (juillet 1920) et la signature de l'accord d'Ankara entre la France et la Turquie (20 octobre 1921) eurent ôté tout espoir d'aide extérieure aux rebelles alaouites. Saleh al-Ali se retrancha dans les montagnes avant de finalement se rendre le 2 juin 1922. Un mois plus tard était officiellement créé l'État des Alaouites, entérinant une décision prise dès 1920, et son Conseil représentatif, majoritairement alaouite, fut présidé par Jaber Abbas, puis par Ibrahim al-Kanj. Dans le même temps, les alaouites des régions de Tarse, Mersin et Adana étaient intégrés à la République turque.

La France mandataire et la Turquie kémaliste menèrent à l'égard des alaouites des politiques radicalement différentes. La France fit le choix de privilégier les minorités, chrétienne bien sûr, mais aussi druze et alaouite, dans le but notamment de contrecarrer et affaiblir la majorité sunnite et, ce faisant, les nationalistes arabes. Elle permit une prise de conscience communautaire et un début d'émancipation de la communauté alaouite. En Turquie, au contraire, l'État mit en œuvre une politique radicale d'assimilation des alaouites guidée par une propagande faisant d'eux des « Eti Turk », autrement dit des descendants des Hittites, et, donc, les plus authentiques des Turcs. Les alaouites de Cilicie, arabophones, furent soumis à une turquification autoritaire : en 1937, le Comité culturel du Parti Républicain du Peuple (CHP) dans la province de Seyhan (Adana) déclarait que c'était un crime national si « nos frères de sang et de sol noussaïris » parlaient une autre langue que le turc (WINTER 2016, p. 263).

En Syrie, les autorités mandataires s'essayèrent d'abord à la création d'une fédération d'États indépendants : en 1920, la création de l'État alaouite s'accompagna de celles de l'État du Grand-Liban (le Liban actuel), de l'État de Damas et de l'État d'Alep. Deux ans plus tard était créé l'État druze, tandis qu'était décrétée l'autonomie du Sandjak d'Alexandrette (Iskanderoun), actuel Hatay turc. Mais elles durent finalement, sous la pression croissante des nationalistes et après s'être essayées à diverses formules, accepter, en 1936, l'idée de l'unité de la Syrie. Parmi les alaouites, le débat fit rage à l'époque entre les partisans du rattachement à l'État syrien et ceux qui prônaient la création d'un État indépendant, sans qu'il soit possible d'évaluer avec précision l'équilibre des forces en présence (YAFFE-SCHATZMANN 1995). Globalement, les alaouites appréciaient les avantages de l'administration française, à commencer par le fait d'être majoritaires dans un État autonome où ils étaient politiquement représentés en conséquence et n'étaient plus sous la coupe des élites sunnites de Damas, Hama ou Lattaquié. Un collectif de cheikhs et notables alaouites, parmi lesquels les deux premiers présidents du Conseil représentatif de l'État des alaouites, Jaber ʿAbbas et Ibrahim al-Kanj, adressa aux autorités françaises une pétition dénonçant la propagande unioniste et le fanatisme sunnite, mettant en garde contre les risques d'un rattachement à la Syrie et préconisant l'a lternative d'un rattachement à l'État du Grand-Liban. Mais les idéaux nationalistes avaient aussi les faveurs d'une part importante de la communauté, à commencer par Sulayman al-Ahmad, qui fut à l'initiative d'une réunion, à Qardaha en juillet 1936, de leaders religieux et politiques favorables au rattachement à la Syrie qui publièrent dans la presse damascène un manifeste réaffirmant l'arabité et l'islamité des alaouites.

La victoire des nationalistes et la création d'un État syrien unifié marqua l'échec de la politique de différenciation ethnico-religieuse de la France. Dès 1936, en dépit du régime spécial prévu pour les provinces alaouite et druze, le gouvernement syrien fit nommer, à Suwaida et à Lattaquié, des gouverneurs nationalistes sunnites et procéda à une sunnitisation de l'administration. Et après l'indépendance de la Syrie (1946), le début d'intégration des alaouites (et des druzes) fut classé sans suite. Sous prétexte d'abolir le système de représentation confessionnelle au Parlement, ce qui fut fait formellement en 1953, l'État ne fit qu'entériner la domination de la confession majoritaire et l'emprise sur la vie politique d'une cinquantaine de grandes familles, essentiellement sunnites, dans un système où la concurrence se limitait à l'ancestrale rivalité entre les damascènes du Bloc national et les alépins du Parti du peuple. Rien ne fut fait pour une véritable laïcisation de la vie sociale et politique. C'est d'ailleurs seulement sous la pression des chrétiens que le projet de stipuler dans la constitution que l'Islam est religion d'État fut abandonné au profit d'un article, toujours en vigueur aujourd'hui, précisant que l'Islam est la religion du chef de l'État, ce qui, de fait, exclut l'accession d'un chrétien à cette fonction. Rien ne fut fait non plus, bien évidemment, pour redistribuer les terres. Au contraire, les grands propriétaires terriens continuèrent de mater avec la plus grande violence des révoltes paysannes sporadiques. Et les mouvements de revendication druze et alaouite connurent le même sort, les deux communautés étant jugées coupables de collaboration avec les autorités mandataires.

Le destin de Salman Mourchid en fournit une bonne illustration. Né en 1907 dans une famille très modeste du village de Jawbat Bourghal, il eut, dès l'âge de seize ans des visions messianiques qui lui valurent très vite une grande popularité dans

la montagne, à tel point que se constitua autour de lui un groupe indépendant au sein de la communauté alaouite, sous le nom tout sauf anodin de Ghassassina (Ghassanides), groupe qui existe toujours et est aujourd'hui connu sous le nom de *mourchidiyya*. Bénéficiant de la bienveillance des autorités mandataires, il devint vite l'un des hommes les plus puissants et influents de la région. Membre du Conseil représentatif de l'État alaouite en 1936, il devint l'année suivante député du Parlement syrien. On lui reprocha d'avoir créé un véritable État dans l'État, mais il s'avère qu'il ne menaçait pas tant l'unité du jeune État syrien que les privilèges des grands propriétaires terriens sunnites de la région. Peu de temps après l'indépendance, il fut toutefois arrêté avec une centaine de ses partisans et pendu sur la place publique en décembre 1946. Quant aux druzes, qui s'étaient soulevés après l'arrestation arbitraires de leurs leaders, ils furent eux aussi violemment réprimés, à la fin des années quarante et au début des années cinquante. Ces événements marquèrent une vraie rupture.

La suite est bien connue : ces deux leviers que sont l'armée et les partis politiques de gauche (PSNS, PC, Baas) permirent aux minoritaires de forcer le verrou et de conquérir le pouvoir, puis aux alaouites de le monopoliser. Contrairement aux minoritaires pour qui l'armée constituait un vrai « ascenceur social », les riches sunnites arabes, en général de grands propriétaires terriens, commirent l’erreur historique de négliger la hiérarchie militaire. À l'époque du Mandat français, déjà, les alaouites avaient été nombreux à intégrer l’Armée française du Levant (BOU-NACKLIE 1993). En 1945, ils en constituaient près du tiers (VAN DAM 1996, p. 4). Il en fut de même dans l'armée syrienne après l'indépendance. Dès 1955, 65% des sous-officiers étaient alaouites et le Comité militaire chargé du recrutement dans les Académies militaires était dominé par les alaouites (COURBAGE 2012). Quant au parti Baas, son pouvoir d’attraction était grand : sa doctrine nationaliste (arabe), laïque et socialiste était à même de mobiliser les minoritaires, alaouites, mais aussi chrétiens, druzes ou autres. Le 8 mars 1963, un coup d’État militaire porta au pouvoir un groupe d’officiers baassistes, ismaéliens, druzes et alaouites pour l'essentiel. Ces derniers éliminèrent progressivement les ismaéliens et les druzes. Salah Jadid dirigea ensuite le pays de 1966 à 1970, puis fut renversé par Hafez al-Assad, qui devint en 1971 le premier président alaouite de la République arabe syrienne.

En l’espace d’un demi-siècle, la situation des alaouites s'est globalement améliorée : la réforme agraire mise en œuvre en 1965 a permis aux paysans d’accéder à la propriété ; et les membres de la communauté ont aussi massivement intégré la fonction publique, au prix d'une certaine discrimination positive, mais aussi grâce à un accès généralisé à l'éducation et aux études supérieures. Cependant, cinquante années de pouvoir sans partage des Assad père et fils n'ont pas tant servi les intérêts de la communauté dans son ensemble que ceux de leur clan et de ses affidés, de sorte que l'intégration des alaouites dans le tissu social syrien semble encore inachevée. À l'évidence, le conflit syrien actuel entérine l'échec de la construction nationale, autrement dit, de l'intégration de toutes les communautés du pays dans un projet social et politique qui transcenderait le confessionnalisme et les frontières visibles ou invisibles que celui-ci perpétue depuis des siècles et que l'Etat syrien, depuis son indépendance, n'a fait au mieux que masquer et, au pire, instrumentaliser ou attiser. Aux raisons structurelles et conjoncturelles de cet échec s'ajoutent des causes sociologiques plus profondes qui tiennent, pour l'essentiel, aux rapports qu'entretient la

majorité arabe sunnite avec les minorités ethniques et religieuses. En particulier, la question de la place des alaouites dans la société syrienne, une fois tournée la page de la dynastie Assad, est de celles auxquelles il faudra trouver les réponses adéquates.

BIBLIOGRAPHIE

BOU-NACKLIE, N.E., 1993, « Les Troupes Spéciales : Religious and Ethnic Recruitment, 1916-1946 », *International Journal of Middle East Studies* 25-4, p. 645-660.

CHARLES-DOMINIQUE, Paul (éd.), 1995, *Voyageurs arabes*, Paris, Gallimard (La Pléïade).

COURBAGE, Youssef, 2012, « Ce que la démographie nous dit du conflit syrien », http://www.slate.fr/story/62969/syrie-guerre-demographie-minorites.

DOUWES, Dick, 1993, « Knowledge and Oppression: The Nusayriyya in the Late Ottoman Period », dans *La Shiʿa nell'Impero Ottomano*, Rome, Academia Nazionale dei Lincei, p. 149-169.

GUYARD, Stanislas, 1871, « La fetwa d'Ibn Taimiyyah sur les Nosairîs », *Journal Asiatique*, 6e série, n° XVIII, p. 158-198.

LE GAC, Pierre, 1991, *La Syrie du général Assad*, Paris, Éditions Complexe.

LYDE, Samuel, 1860, *The Asian Mystery: Illustrated in the History, Religion and Present State of the Ansaireeh or Nusairis of Syria*, Londres, Longman, Green, Longman and Roberts.

MERVIN, Sabrina, 2006, « "L'entité alaouite" : une création française », dans LUIZARD, Jean-Pierre (éd.), *Le choc colonial et l'islam : les politiques religieuses des puissances coloniales en terre d'islam*, Paris, La Découverte.

PAOLI, Bruno, 2005, « L'Alaouite de Syrie vu par l'Autre : itinéraires de l'ignorance », dans J.-L. Bacqué-Grammont, A. Pino & S. Khoury (éds.), *D'un Orient l'autre*, Cahiers de la Société Asiatique (nouvelle série, n° IV), Paris-Louvain, Peeters, p. 267-284.

PAOLI, Bruno, 2012a, « Note sur l'ethnogenèse de la communauté alaouite de Syrie », *Mélanges de l'Université Saint-Joseph* 64, p. 315-339.

PAOLI, Bruno, 2012b, « Des Alaouites de Syrie : 1. Un autre islam », *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient*. En ligne : ifpo.hypotheses.org/4575.

PAOLI, Bruno, 2013, « Des Alaouites de Syrie : 4. le rôle fédérateur de Ḥasan b. Yūsuf al-Makzūn al-Singārī », *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient*. En ligne : http://ifpo.hypotheses.org/4997.

POUJOULAT, Baptistin, 1835, « Visite à Lattaquié », *Revue des deux mondes*, tome II, deuxième trimestre, p. 221-244.

SATO, Tsugitaka, 1997, *State and Rural Society in Medieval Islam. Sultans, Muqta's and Fallahun*, Leyde, Brill.

TALHAMY, Yvette, 2008, « The Nusayri Leader Ismaʿil Khayr Bey and the Ottomans (1854-58) », *Middle Eastern Studies* 44, p. 895-908.

VAN DAM, Nikolaos, *The Struggle for Power in Syria. Sectarianism, Regionalism and Tribalism in Politics*, Londres, Croom Helm, 1979.

WINTER, Stefan, 2016, *A history of the ʿAlawis. From Medieval Aleppo to the Tuskish Republic*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.

YAFFE-SCHATZMANN, Gitta, 1995, « Alawi Separatists and Unionists : The Events of 25 February 1936 », *Middle Eastern Studies* 31-1, p. 28-38.